

DEPARTEMENT DE COTE D'OR

Commune de MONTIGNY-MONTFORT

CONVENTION

**d'assistance technique
à la production et distribution
d'eau potable**

Département de COTE D'OR
Commune de MONTIGNY-MONTFORT

**Convention d'assistance technique
à la production et distribution
d'eau potable**

Entre :

La Commune de **MONTIGNY-MONTFORT**, représentée par son Maire, Monsieur Philippe MURIOT, autorisé à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 24-11-2022, et désigné ci-après par l'abréviation « la Collectivité »,

D'une part,

Et :

La **COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**, Société en Commandite par actions au capital de 1 207 287 340 Euros, dont le siège social est à Paris 8^{ème}, 52 rue d'Anjou, immatriculée sous le numéro 572 025 526 R au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, représentée par Monsieur Pierre THOMAS, Chef de Centre Opérationnel BOURGOGNE, agissant au nom et pour le compte de la Société, et désignée dans ce qui suit par l'abréviation « le Prestataire »,

D'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Exposé

La Collectivité demande au Prestataire, qui accepte, d'assurer sur son service de production et de distribution d'eau potable, une mission d'assistance technique dans les conditions décrites ci-après :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention fixe les conditions dans lesquelles le Prestataire diligentera une visite technique bi-annuelle des deux stations de pompage de la Collectivité (Montigny et Montfort) ainsi que la javellisation du réservoir de Villière.

Article 2 - Obligations du Prestataire

Le Prestataire sera tenu d'assurer l'exécution des prestations suivantes :

Visite technique bi-annuelle des deux stations de pompage et Javellisation du réservoir de Villière

Chaque visite comprendra :

- Le contrôle du fonctionnement général des équipements, notamment des automatismes et de l'ensemble des équipements électromécaniques, électriques et hydrauliques,
- La vérification du fonctionnement et le remplacement éventuel de fusibles ou de lampes témoins défectueux,
- La vérification du fonctionnement et le gonflage, si nécessaire, de l'anti-bélier,
- La tenue à jour d'un cahier de visites sur lequel seront notées les interventions effectuées à l'occasion de chaque passage de notre technicien,
- Contrôle de la javellisation au réservoir de Villière,
- Contrôle de la javellisation à la station de pompage de Montigny,
- Le remplissage des bacs de Javel,
- Les petites fournitures pour les équipements de pompage et de traitement,

Les contrôles techniques réglementaires des équipements électromécaniques et du ballon anti-bélier, réalisés par des entreprises agréées, feront l'objet d'une facturation spécifique.

Les frais d'énergie électrique resteront à la charge de la Collectivité.

Toute anomalie de fonctionnement ou toute insuffisance sera signalée par écrit à la Collectivité.

Au cas où des réparations autres que l'entretien courant, tel que le renouvellement partiel ou complet des pompes, seraient nécessaires, la Compagnie Générale des Eaux en informera la Collectivité et fournira une estimation des dépenses à engager.

Rapport annuel

Le Prestataire fournira à la Collectivité avant la fin du mois de Mars de chaque année pour l'année précédente, un compte rendu de toutes ses interventions réalisées en application des dispositions de l'article 2 ci-dessus.

Le compte rendu pourra être utilisé par la Collectivité dans le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable présenté par le Maire.

Article 3 - Rémunération du Prestataire

A - Rémunération de base

En contrepartie des charges supportées par le Prestataire en application de l'article 2 de la présente convention, la Collectivité lui versera une rémunération annuelle, dont la valeur de base hors taxes et redevances au 1^{er} novembre 2000 est fixée à :

3 100 F HT/an

B - Evolution des prix

Les prix définis ci-dessus seront actualisés chaque semestre par l'application du coefficient correctif suivant :

$$K = 0,125 + 0,70 \frac{S_m}{S_o m_o} + 0,175 \frac{PsdC}{PsdC_o}$$

La définition des paramètres entrant dans la composition de cette formule est la suivante :

- S représente l'indice élémentaire des salaires dans les industries du bâtiment et des travaux publics pour la région BOURGOGNE (base 100 en octobre 1979).
- m représente le coefficient de l'ensemble des charges salariales pour les travaux publics en province.
- PsdC représente l'indice des prix des produits et services divers « C » électronique.

Les valeurs de S, m et PsdC sont régulièrement publiées dans les revues spécialisées (B.O.C.C., Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment, Bulletin Mensuel de la Statistique, etc...) ou effectivement calculées à partir des tarifs officiels.

Les valeurs connues au 1^{er} Novembre 2000 sont les suivantes :

S_o	= 329,80
m_o	= 1,7649
$S_o m_o$	= 582,06
$PsdC_o$	= 117,30

Les valeurs des paramètres retenues pour l'indexation de S, m et PsdC seront les valeurs réelles des indices lues au premier jour du semestre considéré.

Dans le cas où l'un des paramètres entrant dans la composition de la formule viendrait à ne plus être publié, la Collectivité et le Prestataire auraient à se mettre d'accord, par un simple échange de lettres, sur son remplacement par un autre paramètre représentant sensiblement le même élément du prix de revient.

Article 4 - Règlements

La Collectivité se libérera des sommes dues dans un délai de quarante cinq jours après présentation des mémoires, par virement au nom de COMPAGNIE GENERALE DES EAUX Crédit Lyonnais CAE Lyon Part-Dieu n° 605 798 U. A défaut de règlement dans ce délai, les sommes dues par le Syndicat porteront intérêt au taux moyen mensuel du marché monétaire.

Article 5 - Durée de la convention

La présente convention prendra effet le 1^{er} Janvier 2001.

Sa durée est de 5 ans, renouvelable ensuite tous les ans par tacite reconduction dans la limite d'une durée maximale de 15 ans. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie moyennant un préavis de 3 mois avant la fin de chaque période.

Article 6 - Jugement des contestations

Les contestations qui pourraient s'élever entre la Collectivité et le Prestataire au sujet de l'exécution ou de l'interprétation des clauses de la présente convention seront soumises au Tribunal Administratif compétent.

Toutefois, préalablement à cette instance contentieuse, les parties conviennent de soumettre les éventuelles contestations à l'Ingénieur en Chef du service chargé du contrôle qui s'efforcera de les concilier.

Article 7 - Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, le Prestataire fait élection de domicile à BEAUNE 7 bis Faubourg St Jean.

Fait en double exemplaire,

A MONTIGNY-MONTFORT, le 21 DEC. 2000 A BEAUNE, le

Le Maire,

Philippe MURIOT



Déposé le
Pierre THOMAS

-9 JAN. 2001

A LA SOUS-PRÉFECTURE
DE MONTBARD

